

Sur lesoir.be

Entretiens, débats en ligne : l'actualité vit sur le site du « Soir ». En voici des moments forts. Et si vous avez le temps, allez sur lesoir.be/debats.

LERECTIFICATIF

Dans notre article sur l'euthanasie (Le Soir du 1^{er} octobre), nous avons attribué une phrase d'Albert Camus à Jean-Paul Sartre : « Juger que la vie vaut ou ne vaut pas la peine d'être vécue, c'est répondre à la question fondamentale de la philosophie ».

« La N-VA s'abstient de polémique, c'est tout profit pour le MR »

Les tensions entre CD&V et Open VLD ralentissent les négociations au sein de la suédoise. On en parle avec **David Coppi**.



Assiste-t-on à une vraie crise ou à un simple coup de théâtre ?

On est entre les deux. Il y a une vraie crispation sur des mesures proposées par certains partis et une conception de fond de la politique fiscale et économique entre le CD&V et le VLD.

Sur quoi cela coince-t-il ?

Le CD&V a reformulé des propositions qui ont trait à l'idée que pour assurer l'assainissement budgétaire, il faut de nouvelles recettes. Il propose d'aller les chercher sur les plus-values, les transactions boursières, etc. L'autre option proposée par le VLD est de ralentir le train de vie de l'Etat. Il faut réaliser un effort de 17 milliards et tous les partis à la table ont

décidé de faire un effort de 11 milliards d'ici 2018. Les libéraux flamands sont hostiles à l'idée de produire un accord de gouvernement en annonçant de nouvelles taxes. Ils en ont une vraie phobie.

C'est en fait une opposition entre les deux plus petits partis de la suédoise ?

Le MR est dans une position plus centrale. Il porte la responsabilité de la coalition, d'autant qu'il est en passe d'occuper le Seize. Il est dans un rôle d'arbitre et assiste avec quelques craintes aux échanges à la table. Quant à la N-VA, le fédéral n'est pas vraiment son affaire. Il reste en retrait et se garde de mettre le feu aux poudres. Le VLD est un parti libéral affiché tandis que la N-VA s'accommode de certaines mesures, il est multiforme et nationaliste. C'est un bon point pour Charles Michel. Le débat se limite à l'axe CD&V et VLD. Si la polémique devait s'étendre à la N-VA, cela deviendrait très problématique.

aujourd'hui

11:02



La commission Juncker est-elle déjà en danger ?

On en parle avec **Jurek Kuczkiewicz**

l'entretien

« L'Occident passe son temps à dénigrer sa propre histoire »

Selon l'historien Niall Ferguson, le principal ennemi de l'Occident, c'est lui-même. Il ne tient qu'à lui de retrouver son rang, en reprenant confiance dans la supériorité de ses institutions...

C'est en visitant les chantiers pharaoniques de la mégapole de Chongqing, en Chine, que l'historien écossais Niall Ferguson, professeur à Harvard, a été saisi d'une révélation : et si nous étions en train de vivre la fin de la domination occidentale sur le monde ? De cette interrogation est né son dernier ouvrage, *Civilisations*, sous-titré *L'Occident et le reste du monde*, qui vient de sortir en français aux éditions Saint-Simon.

Est-il bien raisonnable de glaner sur l'avenir d'une civilisation ? L'Histoire n'est-elle pas largement imprévisible ?

Il est en tout cas dangereux de faire des prédictions sur base de séries cycliques. Naissance, croissance, maturité, puis déclin graduel jusqu'à disparition complète sont des étapes typiques de nos vies individuelles. Mais les organisations complexes comme les Etats ou les empires fonctionnent selon des modes différents. Ils peuvent grandir très vite et quand ils atteignent une sorte de plateau de stabilité, cela peut durer très longtemps. Et une perturbation relativement petite peut parfois causer de très gros dommages, voire leur disparition. C'est ce que l'on a connu, à des degrés divers, avec l'Union Soviétique, avec les dictatures arabes ou avec le système financier. Très peu de gens peuvent prédire ce type d'événements – sauf rétrospectivement, évidemment, où tout peut s'expliquer logiquement... Ceci dit, ça ne rend pas toute prévision impossible. Si vous comprenez correctement les



Pour Niall Ferguson, nous serons tous touchés par le conflit syrien, ne fût-ce en raison des déplacements de population. © EPA.

processus historiques, vous pouvez distinguer quand un système entre dans une phase critique ou quand il est en passe de dévisser.

Notre civilisation s'affaiblit, tandis que la Chine est en plein boom. « La vraie question n'est pas de savoir si les deux finiront par s'affronter, mais si la plus faible ira jusqu'à s'effondrer », écrivez-vous. Votre réponse ?...

Je pense tout d'abord que l'émergence économique de la Chine est le phénomène le plus important de notre époque ; cela a changé plus de vies humaines que n'importe quel autre. Mais c'est une histoire qui peut s'arrêter soudainement si les dirigeants chinois

font une erreur. Et cette probabilité n'est pas nulle, singulièrement si, pour une raison ou pour une autre, leur croissance venait à diminuer. Concernant les économies occidentales, il faut distinguer l'Europe et les Etats-Unis. Les Etats-Unis ont globalement digéré la crise économique, l'Europe pas. L'Europe est toujours dans un schéma de croissance extrêmement faible et même potentiellement de déflation. La crise de la monnaie unique qui a éclaté il y a deux ans n'est pas totalement derrière nous. S'il y a quelque chose qui m'inquiète, c'est bien la lenteur des réformes et la difficulté de la classe politique à reconnaître que si vous créez un espace monétaire sans intégration fis-

cale, vous créez de manière inhérente un système instable. Et le prix de cette instabilité est très élevé pour l'Europe !

Vous affirmez que ce n'est pas la Chine, l'Islam ou les émissions de CO₂ qui nous menacent le plus, mais la perte de foi dans la civilisation que nous avons héritée de nos ancêtres... Je suis en effet persuadé que la perte de confiance que l'on ressent en Occident est une des plus grandes faiblesses de notre civilisation. Les deux tiers ou même les trois quarts des académiques sont payés pour dénigrer l'histoire occidentale, présentée comme un long catalogue de crimes, d'esclavage et d'exploitation. Nous avons renoncé à éduquer objectivement



Niall Ferguson

Niall Ferguson est né en 1964, à Glasgow. Il est professeur d'histoire de la finance à Harvard.

l'actuelle génération, laquelle pense que rien de bon n'est à retenir de la longue ère de prédominance de l'Occident. Je pense que c'est extrêmement dangereux ! Mon travail consiste à montrer les deux faces de l'ascension de l'Occident : la face sombre, les crimes odieux, mais également l'autre face, la diffusion de l'idée de liberté et de progrès scientifiques. Les deux aspects vont de pair. Il est urgent, dans les universités occidentales, de rééquilibrer les comptes du bilan des cinq derniers siècles. Et ce n'est pas simple car il existe de puissants lobbies intellectuels qui préfèrent diffuser une version marxiste de l'Histoire du monde.

Ce qui se passe actuellement aux confins de l'Irak et de la Syrie peut-il modifier le cours des choses pour les pays occidentaux ?

C'est une situation extrêmement dangereuse et qui peut devenir potentiellement beaucoup plus grave encore. J'ai

montré, dans un livre publié en 2006, *War of the World, que tous les ingrédients présents en Europe dans les années 30 et qui ont conduit à la Deuxième guerre mondiale existent au Moyen Orient. Vous avez la même combinaison d'instabilité économique, de désintégration ethnique et d'empires en déclin. Et malheureusement, ces huit dernières années, le Moyen Orient est devenu bien plus violent. Peut-être regarderons-nous un jour la période actuelle en nous disant qu'elle fut l'origine d'un conflit bien plus important. Les conflits récents demeurent encore relativement bas sur l'échelle de la violence, par rapport à ceux que l'on a pu connaître au cours de l'Histoire. Mais en Syrie, on trouve un grand nombre d'armes modernes, de jeunes hommes, on constate de profondes divisions politiques et religieuses, et surtout, il n'y a plus de puissance hégémonique, comme les Etats-Unis ont pu l'être... Tout cela me rend extrêmement pessimiste ! Nous serons tous, à un degré ou à un autre, touché pas ces conflits, fût-ce en raison des déplacements de populations. ■*

Propos recueillis par **WILLIAM BOURTON**



NIALL FERGUSON
Civilisations, l'Occident et le reste du monde
Ed. Saint-Simon
320 pages, 21,80 euros

la carte blanche



Stéphane Emmanuelidis Président de l'Unipso (Union des entreprises à profit social)

Les services à profit social doivent rester à l'abri des coupes budgétaires

L'investissement dans les entreprises à profit social doit rester l'une des priorités des gouvernements régionaux. Garant de la cohésion sociale, vecteur d'emplois et acteur important de l'économie, ce secteur contribue à une prospérité durable au bénéfice de tous.

À la veille du conclave budgétaire qui dessinera concrètement les priorités du nouveau gouvernement wallon et la répartition des efforts financiers à réaliser, il est important de rappeler que ces orientations auront un impact sur la vie de l'en-

semble des citoyens, des entreprises et des services publics. Ce n'est ni plus ni moins que notre modèle de société qui peut en sortir renforcé ou brisé.

Le choix politique est d'autant plus important que les défis sont nombreux : assainissements budgétaires, transferts de compétences et besoins sociaux grandissants (vieillesse, pauvreté, chômage, etc.) représentent un aperçu de la tâche qui attend nos gouvernements.

Comment répondre aux besoins sociaux-sanitaires croissants avec des budgets limités ? Face à cette interrogation, il est essentiel que les gouvernements

réaffirment leur adhésion à un modèle social fort, mais aussi qu'ils continuent à soutenir les services qui concrétisent au quotidien ce modèle. Pourtant, dans l'opinion publique, le doute s'insinue parfois, quand certains développent un discours individualiste et simpliste en martelant qu'investir dans le secteur à profit social constitue un coût démesuré pour la collectivité. A l'heure de poser des choix raisonnables et budgétairement tenables, il faut avoir une juste vision de l'apport du secteur à profit social à nos équilibres sociaux et économiques.

Son rôle social tout d'abord.

En Belgique, 27.600 entreprises comptabilisant 660.000 travailleurs (17,2 % de l'emploi) produisent des biens et services qui répondent aux besoins essentiels de la population. De l'accueil de l'enfance aux différents services d'accueil et d'hébergement des personnes âgées, fragilisées ou handicapées en passant par les hôpitaux, l'enseignement ou la culture, ces services ont ou auront, pour chacun d'entre nous, une place essentielle dans notre vie quotidienne et celles de nos proches.

A côté de ces impacts sociaux essentiels, la contribution du secteur à l'économie ne doit pas